



Adolf Ogi Mandat spécial



Le gouvernement suisse s'est adjoint les services d'Adolf Ogi en vue du Sommet mondial sur la société de l'information qui se tiendra en décembre à Genève. Nommé

conseiller spécial du gouvernement pour l'occasion, la principale tâche de l'ancien président de la Confédération sera de renforcer les contacts avec les gouvernements au plus haut niveau. Il devra aussi participer à l'élaboration d'un consensus fort sur la Déclaration de principes et le Plan d'action, deux documents qui doivent être adoptés en décembre.

Après avoir quitté le gouvernement, M. Ogi a été nommé conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU pour le sport au service du développement et de la paix. En se tournant vers lui, le Conseil fédéral entend confirmer la volonté suisse d'assurer la réussite du Sommet de Genève.

édito

"Nous avons appris à accepter la pauvreté – mais nous n'accepterons jamais d'être privés d'accès à l'information et à la connaissance."

Cette déclaration d'un jeune étudiant du Burkina Faso résume le défi fondamental qui réside au cœur du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI). Comment mettre la puissance de la connaissance et de l'information au service des peuples, réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie ? La révolution de l'information qui marque le XXI^e siècle représente une fabuleuse occasion de développement. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont non seulement en mesure de faciliter grandement le flux, la diffusion et l'utilisation de l'information et de la connaissance à tous les échelons de la société, mais elles offrent aussi une solution peu onéreuse pour le renforcement de la communication en faveur du développement et pour la création de réseaux stables, dynamiques et axés sur la demande.

Dans la route qui mène au SMSI, la consultation et la participation de nouveaux acteurs – la société civile et le secteur privé – ont contribué à la qualité démocratique des Prepcom. Cette forme de dialogue social tripartite, le Bureau international du travail à Genève en a une longue expérience.

Interview de M. Juan Somavía,
directeur général du BIT.

De quelle manière le tripartisme de la doyenne des organisations internationales peut-il servir de modèle aux grandes conférences internationales à l'ère de la mondialisation ?

L'Organisation Internationale de Travail (OIT) repose sur le principe du tripartisme et du dialogue social. L'expérience nous a appris que la façon la plus efficace de s'adapter au changement est de prendre part aux décisions présidant à ce changement, d'écouter la voix de ceux dont la vie sera transformée par ce changement, de comprendre leurs inquiétudes et leurs aspirations. C'est justement l'écoute de ces voix qui est indispensable maintenant, si nous voulons que la



mondialisation ne creuse pas les inégalités mais qu'elle serve l'intégration sociale.

Les nouvelles technologies illustrent parfaitement cette réalité. L'histoire nous a appris que les progrès techniques sont porteurs d'un potentiel très positif et de nouvelles possibilités de vivre dans de meilleures conditions. Mais, comme pour tout

changement, il y a des gagnants et des perdants. Le tripartisme permet aux travailleurs, aux employeurs et aux gouvernements de dialoguer à la recherche de ces arbitrages et de proposer des solutions susceptibles de réduire les coûts sociaux du changement. Je suis convaincu que la mondialisation et l'évolution technique sont inexorables. Toutefois, ils n'en sont pas pour autant un phénomène naturel: il s'agit de processus qu'il convient de gérer et le dialogue social tripartite reste le

Partenariats pour l'action

A Genève, l'une des missions essentielles du Sommet mondial consistera à sensibiliser les responsables de la prise de décisions de tous les secteurs de la société à l'extraordinaire potentiel des TIC pour le développement. Il devra aussi servir de moteur pour la création de partenariats susceptibles de donner des résultats concrets.

La "Plate-forme des TIC pour le développement", organisée conjointement par la Direction suisse pour le développement et la coopération (DDC) et le Global Knowledge Partnership (GKP), a été conçue dans cette optique. Cette manifestation, qui met l'accent sur le rôle et les utilisations des technologies de l'information et de la communication dans le développement, est la plus grande manifestation du Sommet mondial et la plus grande rencontre ayant jamais porté sur le rôle des TIC en faveur du développement. Son but est de présenter plusieurs centaines de projets, produits et optiques concrets et créatifs venant du monde entier ainsi que d'alimenter la discussion portant sur le potentiel, les tendances et les perspectives des TIC.

L'expérience acquise nous a appris que les gouvernements ne sont pas capables de résoudre à eux seuls toutes les difficultés suscitées par la fracture numérique. De nouveaux types de partenariats impliquant les principales parties intéressées (gouvernements, société civile et secteur privé) sont indispensables. En tant que rassemblement de partenaires multiples unique en son genre, la Plate-forme des TIC pour le développement est idéalement placée pour inciter à la création de ce type de partenariats, innovants et axés sur l'action. Les différents acteurs sont invités à associer leurs compétences et leurs ressources particulières sur la base d'un partage des risques, des coûts et des bénéfices mutuels, ce qui leur permettra de prétendre à un impact durable dépassant de loin les limites du Sommet.

Walter Fust

Directeur général de la Direction suisse pour le développement et la coopération (DDC),
Président du Comité exécutif de Global Knowledge Partnership (GKP)

"Plus les gens se sentiront impliqués dans

principal outil de la gestion du changement. J'irai jusqu'à dire que les pays qui réussissent le mieux dans le monde interdépendant dans lequel nous vivons sont ceux qui ont anticipé le changement et discuté largement de ses conséquences et de ses coûts afin d'éviter les laissés pour compte.

Il en va de même dans le cadre des conférences internationales. La démarche est très simple, puisqu'il s'agit de communiquer et de faire participer la palette la plus vaste d'individus, qui amèneront avec eux leur point de vue et leurs idées. Plus les gens se sentiront impliqués dans le processus, plus son impact sera grand, telle est la leçon fondamentale que j'ai retenue des préparatifs du Sommet social de 1995. Il nous faut voir la politique au travers des yeux des gens, et non pas les gens au travers du prisme politique. Les travailleurs, les employeurs et la société civile (qui sont les acteurs directement affectés par le changement) doivent être intégrés au Sommet du début à la fin. Si tel n'était pas le cas, quelque chose de fondamental se perdrait. La société de l'information que nous souhaitons voir émerger devrait reposer sur l'ouverture, le dialogue et la transparence.

Du point de vue de l'OIT, quelle est la perception des enjeux en ce qui concerne la répartition inégale des nouvelles technologies de l'information et de la communication ?

Nous partons de situations différentes, ce qui rend la fracture numérique inévitable. Certes, la fracture numérique vient aussi s'ajouter à des fossés socio-économiques pré-existants, dont les contours sont de plus en plus évidents à l'ère de la mondialisation. Toutefois, la fracture ne doit pas être considérée comme inexorable et justifier notre impuissance. Le cœur de la question est que la fracture numérique cache en réalité une fracture économique. Nous devons nous demander si la mise à disposition de l'information est un facteur d'amélioration des conditions de vie des individus. La réponse est oui. L'inégalité d'accès à une information susceptible de nous aider à atteindre notre objectif commun est-elle alors une menace insupportable pour le monde? Dans ce cas-ci aussi, il me semble que la réponse est oui. Le chemin à suivre est donc clair: la réduction de la fracture numérique n'est pas seulement un impératif de politique nationale (bien évidemment essentiel) mais aussi un sujet d'inquiétude à l'échelon planétaire. Nous devons redoubler d'efforts pour que l'expansion de l'accès aux technologies de l'information et de la communication soit considérée comme une priorité de l'aide au développement. Le *Rapport sur l'emploi dans le monde* publié par le BIT en 2001 et intitulé "Vie au travail et économie de l'information", prouve irréfutablement l'importance des TIC pour le développement. L'accès aux marchés, la trans-

parence du gouvernement et de l'accès à ses services, les possibilités d'apprentissage à distance, l'habilitation par le biais de l'information, voici certains des avantages offerts par les TIC dans le cadre du processus de développement et de l'amélioration de la vie des peuples. Il existe donc un besoin de "rattrapage" et d'engagement à l'échelon mondial, par exemple par le biais des Documents stratégiques de réduction de la pauvreté, ainsi que par des canaux publics et privés et du Groupe spécialisé des Nations Unies sur les TIC, en faveur d'une accélération des efforts destinés à combler la fracture numérique.

Quelle peut être la contribution de l'OIT pour construire une mécanique positive en matière de création d'emplois et de relance de l'économie globale par le biais des NTIC ?

Les recherches menées par l'OIT nous ont appris que, dans les années 90, la productivité et l'emploi ont considérablement augmenté dans les pays où le recours aux TIC s'est le plus généralisé. Le ralentissement économique mondial a interrompu cette tendance, mais je suis convaincu que nous pouvons rester optimistes au sujet du potentiel de génération d'emplois des TIC. Il est évident que croissance industrielle n'implique pas automatiquement une hausse du nombre d'emplois. D'ailleurs, au cœur même du secteur des TIC, par exemple dans la production de matériel informatique, les gains de productivité ont été tels que la production a augmenté en flèche alors même que l'emploi diminuait. Il est également vrai que l'une des implications de notre capacité actuelle à surmonter les barrières du temps et de l'espace est la possibilité de déplacer les emplois vers les lieux où les qualifications et les avantages en matière de coûts sont les plus importants. Dans le contexte du ralentissement actuel, la délocalisation des emplois est en hausse. Ceci étant, c'est le recours aux TIC dans l'économie au sens large qui nous permettra d'avoir le plus d'impact sur la création d'emplois. Les emplois liés aux TIC font appel à des compétences très variées et la quantité de postes créés dans les secteurs les moins qualifiés, par exemple dans celui du traitement des données, a dépassé celle des emplois exigeant davantage de qualifications.

Pour l'OIT et nos mandants, le message est clair: le chemin de la société de l'information et la promesse d'un travail décent dépendent de plus en plus du savoir, de l'apprentissage et des qualifications. Aucun pays n'a réalisé d'avancées spectaculaires dans le domaine de la société de l'information sans une main-d'œuvre bien formée capable de cueillir les fruits d'une évolution technologique rapide. L'éducation et la qualification doivent être au centre de la politique nationale et de l'assistance technique offerte par le BIT à l'aube de l'économie du savoir.



Sommet en vue Les priorités suisses

Les négociations dans le cadre de Prepcom 3 ont permis de réaliser des progrès substantiels et le pays hôte redouble d'efforts pour que le Sommet soit un succès. Marc Furrer, patron de l'Office fédéral pour la communication et homme fort de la délégation suisse, fait le point.

Après Prepcom 3, le Plan d'action semble mieux se porter que la Déclaration de principes. Est-ce un bon signe ?

Le Plan d'action contient la mise en œuvre des principes fixés dans la déclaration. Il est clair qu'il est plus facile de se mettre d'accord sur des mesures d'application que sur le choix des mots d'une déclaration politique. Le Plan d'action est donc plus avancé que la déclaration politique; la longue liste d'actions à lancer a pu être structurée de manière concise et intelligente. Nous nous efforçons d'ailleurs maintenant de lier ces actions aux "events" du sommet. Nous voulons que les délégués présents à Genève puissent se rendre compte, sur la base des exemples concrets présentés à Palexpo, de quoi il s'agit dans le Plan d'action. Il est vrai, cependant, que la Déclaration nécessite encore beaucoup de travail et de négociations. Cela nous occupe pleinement en ce moment.

Il y a progrès manifestement en matière d'actions à entreprendre, mais comment résoudre la question du financement qui continue à faire problème ?



De g. à dr., M. Marc Furrer avec le roi Juan Carlos et M. Pascal Couchepin, Président de la Confédération, à l'ouverture de Telecom.

Société civile Bilan après Prepcom 3

Il y aura beaucoup de points à concrétiser, comme le financement, et pour cela nous avons besoin des deux ans qui nous séparent de Tunis.

Quelles sont les priorités de la Suisse à deux mois du Sommet?

La Suisse veut que le sommet soit un succès. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que les différents groupes d'intérêts soient repré-

sentés de manière appropriée. Le président de la Confédération et les conseillers fédéraux concernés continuent donc d'entretenir les contacts politiques nécessaires avec leurs collègues de l'étranger, afin de présenter les possibilités d'intervention et de rencontre qu'offre le sommet. Par ailleurs, nous constatons avec satisfaction que la société civile est bien engagée dans les préparatifs du sommet. Pour cette raison, nous concentrons maintenant nos efforts sur la mobilisation du secteur privé et des médias, afin qu'ils puissent eux aussi profiter de la plate-forme de Genève. En outre, nous travaillons avec le président des comités préparatoires, Adama Samassékou, pour que les chefs d'Etat et de gouvernement disposent le 10 décembre d'une documentation la plus définitive possible.

La Suisse se considère dans ce processus comme un "facilitateur". C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'il faut considérer la nomination par le Conseil fédéral de l'ancien président de la Confédération Adolf Ogi comme Conseiller spécial pour la Suisse au SMSI. Au cours de cette phase finale décisive, M. Ogi va coordonner et intensifier les contacts avec les gouvernements et s'engager pour qu'un compromis satisfaisant soit trouvé pour la Déclaration et le Plan d'action.

Last but not least, nous sommes en train de coordonner les nombreuses manifestations du sommet. L'intérêt éveillé par les occasions d'intervention et de rencontre que présente le sommet est immense; nous avons été submergés de demandes. Il nous faut à présent trouver une place adéquate pour chaque intéressé. Enfin, nous voulons bien sûr que tout se déroule sans accroc – qu'il s'agisse de logistique ou de sécurité – et que tous les participants au SMSI s'y sentent bien.

Il est inutile de décider de lancer des actions qui ne pourront ensuite pas être réalisées. La question du financement est centrale, et les délégués l'ont reconnu lors de Prepcom 3 : comme on pouvait s'y attendre, les mécanismes de financement sont au centre des divergences. J'aimerais insister sur le terme "mécanismes". Je crois que nous sommes tous d'accord que le financement doit être garanti. Il faut maintenant définir les mécanismes adéquats, qui peuvent être différents selon les pays, selon les régions. Mais nous devons également trouver des moyens pour le financement de l'infrastructure TIC dans les pays les moins développés – qu'il s'agisse de moyens provenant d'un fonds mais qui ne sont pas disponibles pour des raisons x ou y, ou alors de nouveaux moyens. Ce dernier cas ne doit toutefois pas impliquer de nouveaux impôts. Par ailleurs, le mécanisme de distribution doit également être réglé. Ici aussi, il s'agit d'en fixer le principe à Genève, afin qu'il puisse être concrétisé au cours de ces prochaines années.

La Déclaration de principes, qui tient aujourd'hui sur quatre pages, ne gagnerait-elle pas à viser plus de concision?

Certainement. L'objectif doit être l'élaboration d'une Déclaration de quatre pages, claire et lisible, englobant la vision des participants. Elle contient aujourd'hui encore beaucoup de choses qui n'ont rien à y faire.

Quels mécanismes a-t-on prévu pour assurer le suivi de la phase 1 du SMSI?

Seul le succès du sommet de Genève peut garantir celui du sommet de Tunis, et de la phase entre les deux sommets. Nous sommes naturellement en contact étroit avec l'UIT, l'ONU et les organisateurs tunisiens afin que les résultats obtenus à Genève puissent être mis en œuvre et contrôlés.

Les militants de la société civile nourrissent beaucoup d'espoirs concernant l'efficacité des organes institutionnels que nous avons créés pour que la société civile puisse participer à l'élaboration de la Déclaration et du Plan d'action du SMSI, à savoir le Bureau de la Société civile, les Groupes Contenu et Thèmes et la Réunion plénière de la Société civile. Nous espérons tous que ces mécanismes nous permettraient non seulement de nous exprimer, mais aussi d'être entendus. Toutefois, au terme de deux semaines de contacts tous azimuts et d'intenses négociations, les représentants des organisations de la société civile avaient des sentiments mitigés. Bien que tout le monde se félicite de la création de ces mécanismes institutionnels, ils ne sont pas encore suffisamment efficaces pour que notre contribution porte réellement. Nous courons le risque qu'ils ne soient considérés que comme une simple retouche superficielle ne contribuant en rien à l'expression concrète de nos aspirations.

Et la société civile a de bonnes raisons de se sentir frustrée. Les gouvernements n'ont pratiquement pas tenu compte des propositions qu'elle a formulées au cours de la Réunion intersessionnelle de Paris afin qu'elles soient intégrées dans la Déclaration et le Plan d'action du Sommet. L'accent que les ONG et les organisations de la société civile mettent sur les droits de l'homme dans la société de l'information et sur le fait que ce lien soit explicitement mentionné dans les documents émanant du Sommet n'a pas été repris dans les négociations officielles. L'importance que nous attachons à la question de la gouvernance d'Internet et à l'établissement d'une société de l'information qui ne donne pas uniquement la priorité à la technologie mais tienne compte des besoins de tous les individus a aussi été laissée de côté. Le Plan d'action, sous sa forme actuelle, n'aidera pas l'humanité à réduire la fracture numérique. Concrètement, alors que la société civile proposait de mettre l'individu au cœur de la société de l'information, les projets de Déclaration et de Plan d'action restent bureaucratiques et axés sur la technologie. Sur les 86 recommandations formulées par la société civile lors de la Réunion de Paris, 49, c.-à-d. plus de 60 pour-cent, n'ont pas du tout été prises en compte. Au nombre des points les plus importants ayant disparu, relevons l'importance donnée à l'élaboration par

les collectivités et les pouvoirs locaux de leur propre contenu local, l'accès libre et sans filtre aux ressources mises à la disposition du public sans manipulation ni contrôle, la liberté de l'information comme moyen de lutte contre la corruption; les besoins spéciaux des pays en développement et des groupes non commerciaux en matière d'attribution de fréquences.

Ceci dit, l'existence du Bureau de la Société civile a permis à des représentants des "familles" de préparer la réunion avec le Bureau intergouvernemental et lui faire part de notre sentiment généralisé de frustration. Même si, au sein de la SC nous ne sommes pas toujours d'accord sur tout, nous avons réussi à parler "d'une seule voix"

et, dans une large mesure, à faire aussi écho à cette voix devant la presse.

Mais pour être plus efficaces dans notre style de négociation, nous devons faire mieux fonctionner la démocratie interne. Organiser l'expression de tant de points de vue, parfois divergents, n'est pas chose aisée. La transparence de la prise de décisions, la responsabilité vis-à-vis des groupes représentés et la légitimité des organisations élues pour représenter les "familles" au Bureau sont des questions qui ne sont pas réglées pour toujours. Dans une certaine mesure, la société civile n'a pas encore totalement appris "les règles du jeu". Les gouvernements sont souvent bien disposés à notre égard et désireux de collaborer

avec nous, mais les délégués gouvernementaux n'ont pas la même marge de manœuvre que nous pour proposer, négocier et adopter des propositions. Ils sont le plus souvent tenus de demander l'approbation de leur capitale, tandis que nous sommes en mesure de prendre plus rapidement des décisions et de défendre notre point de vue. La société civile et les ONG devront donc, à ce stade tardif, recommencer d'une part leurs activités de lobbying à l'échelon national et, de l'autre, élaborer un document contenant le strict minimum pour le dernier cycle de négociations prévu au mois de novembre.

Renate Bloem

Présidente de la Conférence des ONG (CONGO)

Palexpo et ailleurs

La vitrine du Sommet

La Suisse s'investit sur plusieurs fronts pour que le Sommet mondial de la société de l'information soit un succès. Nous déployons des efforts particuliers pour préparer les manifestations du Sommet, également appelées Summit Events, qui en constitueront une partie importante.

C'est pourquoi la Suisse s'est efforcée d'héberger les manifestations organisées dans le cadre du Sommet mondial à proximité immédiate des discussions politiques. Les halles d'exposition de Palexpo à Genève sont quasiment prédestinées pour cela. Elles offrent une possibilité unique de constater sur place de visu, en quelques minutes de marche, ce qui est en discussion dans la partie politique du Sommet. Ou d'élaborer des positions qui pourront ensuite être soumises à la plénière lors du dernier jour du Sommet. Chefs d'Etats et de gouvernements, représentants de l'industrie, de la société civile et des médias ont la possibilité de préparer leurs positions en dialogue ou de poursuivre leurs discussions dans un cadre moins formel. Cela correspond à l'esprit de ce nouveau type de sommet, où chaque mandant se voit offrir des possibilités d'interaction.

Le Secrétariat exécutif suisse a élaboré un concept permettant aux manifestations d'être réalisées comme des composantes essentielles du Sommet. Plusieurs grandes manifestations sont organisées ou soutenues par la Suisse.

J'ai du mal à proposer une sélection de manifestations intéressantes. Je ne citerai donc, en lieu et place de nombreuses autres initiatives, que quelques-unes des plus saillantes auxquelles la Suisse apporte sa participation.

Le Département de l'information publique de l'ONU, l'UER (Union Européenne de Radio-Télévision) et la Suisse organiseront le World Electronic Media Forum, qui permettra à des personnalités du monde des médias et à des responsables politi-

ques de discuter du rôle des médias dans la société de l'information. La Direction du développement et de la coopération (DDC) organisera dans la halle 4 de Palexpo, en liaison avec le Global Knowledge Partnership (GKP), la manifestation "ICT for Development Platform", la plus grande du genre organisée à ce jour sur le sujet des technologies de l'information et de la communication (TIC) au service du développement. Sur 16.000 m², des gouvernements, des organisations nationales et internationales ainsi que des entreprises venant de 80 pays montreront des projets concrets, des solutions novatrices ainsi que des services offerts dans la pratique. Dans le cadre d'un programme de conférences diversifié (ICT4D Forum), ils discuteront des défis, des expériences et des tendances dans le domaine des TIC pour le développement.

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco), en liaison avec la Banque Mondiale, organisera sur cette plate-forme le symposium annuel InfoDev-Symposium en tant que forum de discussion central sur le sujet des TIC pour le développement. Un atelier interactif consacré au "e-business" aura également lieu en liaison avec le Centre du Commerce International (CCI).

A propos de ICT4 D, je renvoie également à l'éditorial de Walter Fust, Directeur du DDC, paraissant dans ce Bulletin.

Autres manifestations: le Symposium des Prix Nobel, organisé par l'UNESCO et le CERN, qui discutera du rôle de la recherche et de la science ainsi que le CyberFestival des contenus locaux qui aura lieu au ForuMeyrin. Une manifestation se déroulera également en dehors de Genève : au Cap, à Rio de Janeiro et à Mumbai, des communications venant du monde entier et consacrées à la société de l'information seront projetées en six langues sur des bâtiments ou des montagnes. Enfin, une manifestation est déjà en cours : la Fondation Science et Cité organise dans diverses



villes suisses des discussions autour du sujet de la société de l'information et de ses applications. Le Secrétariat exécutif suisse a été quasiment inondé de propositions de manifestations et s'efforce de donner à chaque organisateur une possibilité d'intervenir. Pour synthétiser cette pléthore de manifestations, nous avons créé pour le Sommet un portail à l'adresse www.wsis-online.net. Il contient des informations constamment actualisées sur toutes les manifestations, les projets et les exposants. L'adresse www.wsis-online.net permettra aux participants du Sommet de rechercher les informations de manière ciblée sur la base de différents critères, et de constituer jour après jour leur propre programme personnel. Mais les personnes qui ne souhaiteront pas directement participer au Sommet pourront elles aussi obtenir par ce biais des informations sur les sujets, les projets et les débats, nouer des contacts et télécharger de la documentation. En outre, www.wsis-online.net restera en service jusqu'à la deuxième partie du Sommet, en 2005 à Tunis. Il sera ainsi possible de suivre la mise en œuvre du Plan d'action décidé à Genève. Je vous invite à vous faire d'ores et déjà une idée du vaste éventail de manifestations disponible en consultant l'adresse ci-dessus.

En organisant et en coordonnant les Summit Events, la Suisse est désireuse de créer des possibilités de rencontres capables d'enrichir les discussions et, espérons-le, de déclencher d'autres projets dans le cadre de la société de l'information.

Daniel Stauffacher

Ambassadeur,

Délégué du Conseil fédéral suisse pour le SMSI